

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Sit-in-des-travailleurs-de-BTK-de.html>

Sit-in des travailleurs de BTK de Bouchekif (Tiaret) : ils dénoncent le désastre que vit leur usine depuis sa privatisation

Date de mise en ligne : samedi 11 mai 2013

- Luttés sociales en Algérie -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Repris de *Liberté* du 9 mai 2013

Par : R. Salem

Les protestataires veulent lancer un SOS en direction des autorités compétentes pour intervenir et sauver l'entreprise. "Non au bradage de l'industrie algérienne", "Que soit bannie l'étiquette Algérie française", " Où sont nos décideurs ?", tels sont les quelques slogans sur lesquels se sont appuyés les travailleurs de BTK (Société Behm-Titan international-Kaiser), ex-SNVI, de Aïn Boucekif, à Tiaret, qui se sont organisés, ce lundi, autour d'un sit-in en guise de protestation à ce qu'ils qualifient de désastre que vit leur entreprise.

Mettant en exergue la résolution n°11/65 du 24/04/2006, portant le contrat de partenariat entre l'unité de production de la carrosserie de Aïn Boucekif relevant de la SNVI avec BTK France, ces derniers, soutenus par leurs syndicalistes, tant locaux que nationaux, ont tiré à boulets rouges sur ce partenaire désigné comme étant un "escroc" dans la mesure où aucun de ses engagements n'a été honoré depuis son arrivée.

Au contraire, diront les protestataires, l'unité en question a subi une déchéance sérieuse. En effet, selon la résolution sus citée, et dont une copie nous a été remise, le partenaire français s'est engagé à investir 10 millions d'euros, créer 250 nouveaux emplois, développer les parts de marché de SNVI Tiaret dans le domaine de l'équipement tracté, mettre aux normes européennes les produits fabriqués par cette entreprise avec création d'autres lignes de produits, mettre à niveau les installations, développer une stratégie d'exportation vers les marchés européens et méditerranéens ... , pour ne citer que les clauses les plus importantes.

Mais, le contraire s'est produit et on assiste actuellement au naufrage de cette unité dont l'effectif a été réduit de 862 à 542 travailleurs.

Dans le même contexte, les protestataires se sont indignés devant la désertion totale de ce partenaire que le représentant de la Fédération des syndicats d'entreprise du secteur de l'industrie, a qualifié, tout simplement, d'escroc puisque, comme il a bien voulu le préciser dans son intervention, ce dernier, qui n'a aucunement respecté ses engagements, a dilapidé ce qui existait et signé la mise à mort de cette unité.

Cependant, les travailleurs se sont résolus à demander unanimement le départ du partenaire français et le retour à l'entreprise mère, la SNVI, sans laquelle, d'ailleurs, ils ne seraient pas payés depuis plus de 6 mois. Les protestataires veulent lancer un SOS en direction des autorités compétentes pour intervenir et sauver l'entreprise.

Les travailleurs se sont donné rendez-vous pour d'autres actions à venir. "Nous comptons organiser un autre sit-in devant le siège de la wilaya avant de déplacer notre action au niveau du siège de la SNVI et du ministère de l'Industrie", avaient conclu les syndicalistes qui ne comptent pas s'arrêter jusqu'à obtention de leurs droits en allant même, si besoin est, jusqu'à descendre dans la rue.